RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

# ELECTIONS LEGISLATIVES

1ère CIRCONSCRIPTION DE SEINE-ET-MARNE

## Scrutin du 23 juin 1968

# Candidat du Parti Socialiste Unifié

Par son ampleur, par ses objectifs, par ses formes même, le **Mouvement né le 3 Mai 1968** a posé directement le problème du pouvoir. La grande majorité des ouvriers, des techniciens, des cadres, des étudiants, des paysans n'acceptent plus d'être utilisés à volonté par un régime guidé par le profit. Ce mouvement sans précédent dans notre histoire contemporaine n'a pu cependant renverser le pouvoir gaulliste parce qu'il n'a pas suffisamment pris conscience de sa force et parce que les organisations prédominantes dans le mouvement ouvrier et socialiste ont continué à **tracer des perspectives parlementaires** hors de propos avec l'ébranlement qui a secoué la société toute entière.

**Les travailleurs :** Ouvriers, Paysans et Etudiants, que certains ont cherché à diviser, n'ont pu de ce fait imposer un gouvernement de **transition vers le socialisme,** c'est-à-dire un gouvernement qui s'attaque aux structures capitalistes et amorce les transformations socialistes.

**Cette lutte continue.** Elle ne sera ni simple, ni facile. Le gouvernement et le patronat essaieront de reconquérir peu à peu les positions de force qu'ils ont perdues, ils tenteront de revenir sur les concessions matérielles qu'ils ont été obligées d'accorder. C'est pourquoi il est nécessaire que toutes les luttes partielles convergent vers un même objectif, vers un nouveau pouvoir de transition vers le socialisme, seul susceptible de satisfaire durablement les revendications et les aspirations des travailleurs, ainsi que d'empêcher les retours en arrière.

Pour cela nous proposons les orientations suivantes :

### 1 - Mettre l'économie au service des travailleurs.

A) En promulgant les mesures répondant aux **revendications des travailleurs** en particulier le contrôle des travailleurs sur la marche des entreprises et plus spécialement sur l'organisation du travail, sur les décisions concernant l'emploi et le développement de l'entreprise. Ces mesures nécessitent la communication obligatoire des comptes des sociétés aux délégués syndicaux.

B) En prenant les mesures conservatoires, sur le **plan monétaire et financier** pour que ces avantages sociaux ne soient pas annulés par leurs propres effets sur la monnaie et sur la balance des paiements.

C) En **nationalisant** d'urgence toutes **les entreprises dont le poids économique** ou l'influence politique serait une menace pour le développement de la démocratie socialiste.

D) En assurant aux **représentants des agriculteurs** la gestion des organes régionaux de planification de la production agricole, le contrôle des moyens de transformation et de commercialisation de leurs produits.

### 2 - Préparer l'établissement de la démocratie à tous les échelons.

A) En procédant à une profonde **réforme des structures commerciales** avec l'aide des élus municipaux et des animateurs locaux.

B) En supprimant le système préfectoral et en jetant les **bases des institutions décentralisées,** locales et régionales, dont l'existence est indispensable à une véritable décolonisation de la province.

## 3 - Favoriser une politique sociale.

A) En favorisant la **participation des femmes à la vie publique,** par la création de l'infrastructure sociale nécessaire (développement massif de la fonction d'aide familiale, crèches, écoles, maternelles, amènagement du travail féminin en particulier : horaires et congés formation professionnelle) leur permettant de choisir librement leurs activités.

B) En reconnaissant la vocation des syndicats des familles à participer à l'élaboration d'une politique de la famille.

C) En transformant et en développant les allocations familiales.

D) En élaborant une politique de la jeunesse digne de ce nom (éducation, emploi, information, culture, santé etc.)

E) En mettant sur pied une organisation sanitaire efficace,

## 4 - Transformer l'université.

A) En élaborant une **réforme démocratique de l'enseignement** transformant nos écoles, lycées, et facultés en foyers de culture vivante, où la formation de l'esprit et de la personnalité passerait enfin avant l'accumulation des connaissances.

B) En garantissant le droit (adapté à l'âge et à la maturité des éléves) qui facilite la libre discussion, la libre organisation, la libre information dans les établissements scolaires et universitaires.

## 5 - Assurer la liberté de l'information.

En transformant immédiatement l'O.R.T.F. en un office public autonome indépendant de l'État et doté d'organes démocratiques de gestion.

## 6 - Garantir les conditions d'une construction socialiste.

A) Par la dénonciation du Pacte de l'Atlantique-Nord.

B) En prenant les mesures nécessaires pour **protéger l'économie française contre la menace de l'hégemonie américaine** et les manœuvres du capitalisme européen.

C) En s'efforçant de promouvoir une **véritable planification économique à l'échelle de l'Europe,** par des accords inter-étatiques compatibles avec une planification nationale déterminée par les besoins populaires, et non plus par les impératifs du profit.

D) En apportant son **soutien politique et matériel à tous les peuples en lutte contre les dominations étrangères,** la misère et le sous développement.

E) En prenant à cet effet toutes les initiatives tendant à **stabiliser les prix des matières premières** par une transformation du système international.

# Henri RADENAC

Conseiller Médical à la Direction Générale de la Santé Publique

Docteur en Médecine — Secrétaire-adjoint de la "Commission Santé" du PSU

**Remplaçant éventuel :**

## Marcelle PRUNIERES

Employée de Coopérative de Construction

Imp. Gourmelin, Guignes